

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21953 - 81ÈME ANNÉE

Mobilisation de la CGTR et de la FSU dans le centre commercial du Groupe Bernard Hayot à Sainte-Suzanne

20 décembre : quand le profit piétine la mémoire et les droits



Ce 20 décembre, jour de mémoire et de dignité à La Réunion, des salariés sont contraints de travailler, notamment pour nourrir les profits des sociétés étrangères qui exploitent les Réunionnais. Samedi 20 décembre 2025 dans le centre commercial du Groupe Bernard Hayot à Sainte-Suzanne, la CGTR et la FSU ont dénoncé une violence sociale et mémorielle : faire du profit le jour de l'abolition de l'esclavage.

Ce samedi 20 décembre, jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage à La Réunion pendant que le peuple réunionnais est censé se souvenir, se recueillir et célébrer la liberté conquise par ses ancêtres résistants à l'esclavage sur le colonialisme français, des milliers de salariés étaient derrière les caisses, dans les rayons, sous la pression patronale.

Une réalité insupportable que la CGTR et la FSU ont décidé de dénoncer publiquement devant le centre commercial Grand Est, à Sainte-Suzanne.

Car le 20 décembre n'est pas un jour comme les autres. C'est la Fêt Kaf, la commémoration de l'abolition de l'esclavage, crime contre l'humanité. Un jour arraché par la lutte, un jour férié gagné de haute lutte pour que les Réunionnaises et les Réunionnais puissent se retrouver en famille, transmettre leur histoire, affirmer leur dignité. Pourtant, en plein pic d'activité de la société de consommation, de grandes enseignes étrangères ont choisi de rester ouvertes.

La fortune du Groupe Bernard Hayot plonge ses racines dans l'esclavage

Rappelons un fait historique sur le propriétaire du centre commercial, le Groupe Bernard Hayot. C'est un groupe dont la fortune plonge ses racines dans l'histoire esclavagiste. Comme tant d'autres familles de colons français, les ancêtres de ce groupe ont non seulement exploité des êtres humains réduits en esclavage, mais ont aussi été indemnisés par l'État français lors de l'abolition. Les esclaves, eux, n'ont rien reçu. Aujourd'hui encore, leurs descendants paient l'addition.

« Lé pas normal ce ke nou vive là », témoignent les militants. Travailler ce jour-là, ce n'est pas anodin : c'est une négation de la mémoire, une violence symbolique infligée à tout un peuple. Pour ces grands groupes, dénoncent les syndicats, seul le profit compte. Ouvrir toujours plus, toujours plus longtemps. Même le jour où l'on devrait se souvenir de chaînes brisées.

Et pourtant, les clients sont là. Preuve que l'aliénation est profonde. À force de banaliser l'ouverture des commerces les jours fériés, même celui qui rappelle l'inhumanité de l'esclavage devient un jour de shopping comme un autre. Une victoire idéologique du système néocolonial sur la conscience collective.

La mobilisation de ce 20 décembre dépasse donc largement cette seule date. La CGTR et la FSU alertent aussi sur la généralisation du travail dominical, sur la remise en cause permanente des droits sociaux, sur la marchandisation totale du temps de vie. Elles annoncent d'ores et déjà des mobilisations d'ampleur en 2026 pour faire respecter strictement les textes qui encadrent le travail le dimanche et les jours fériés.

M.M.

Lutter contre l'aliénation

Section PCR du Port : « 20 désanm o port : la liberté lé dann nout zistoir ! »

Voici un communiqué de la Section PCR du Port à l'occasion de la commémoration de l'abolition de l'esclavage à La Réunion.

Dann kartié, dann famiy, partou dann Lo Port, 20 Désanm lé un zour i shant, i dans, i partaz : lo gran fèt rényoné la liberté.

O Port, 20 Désanm lé pa in zour kom lé zot. Lé in zour mémoire, in zour komba, in zour fierté pou nout pèp réyoné.

Nout zansèt la soufèr, la résisté, la lité pou arach zot liberté ek zot dinité. La liberté la pa donné, la liberté la gagn par la lite.

O Port, sa mémwar-la la touzour été vivan.

Dann kartié, dann famiy, grâce a l'engajman Portoises ek Portoises, ek soutien kominis dann minicipalité

pendan lontan, la flannm 20 Désanm la zamé étin.

Dann so comba la, PCR la joué in rôle déterminan pou fé konèt, fé respekté ek fé viv 20 Désanm kom in symbol fort l'identité ek la lit pèp réyoné.

Zordi ankor, o Port, nout responsabilité lé clair : onor nout zansèt, di non a toute form linzistis, batay pou la zistis sociale, ek défann nout l'identité Réyoné.

20 Désanm, lé pa in souvenir mort : lé in combat vivant.

O Port, nout liberté lé nout lit, nout lit lé pa fini !

Bonn fèt Réyoné la liberté !

Bonn fèt kaf a zot tout !

**Pou la section PCR Lo Port
Lo Secréter, Patric Boitard**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Plan africain de plusieurs milliards contre le mal-logement

Logement, finance africaine et illusion européenne : La Réunion exclue par le néocolonialisme

Un vaste programme africain de financement du logement vient d'être lancé par la Banque africaine de développement et Nedbank. Pourtant, La Réunion, territoire africain par sa géographie et son histoire, en sera exclue. Prisonnière d'une fiction néocoloniale qui la prétend européenne, l'île reste confrontée à une grave pénurie de logements que l'État français refuse de traiter structurellement.

Le Groupe de la Banque africaine de développement et Nedbank Group viennent de signer un partenariat financier historique de plusieurs milliards d'euros pour stimuler l'accès au logement abordable et dynamiser le commerce africain. Ce programme ambitieux cible en priorité les femmes, les primo-accédants et les projets certifiés écologiques, tout en soutenant le commerce intra-africain par des mécanismes innovants de partage des risques.

Conséquence d'une illusion : faire croire que La Réunion serait en Europe et non en Afrique

Mais La Réunion, pourtant située dans l'océan Indien africain, ne pourra pas bénéficier de ce programme. Non pas par manque de besoins — ils sont immenses — mais en raison d'une construction politique et idéologique héritée du colonialisme : faire croire que La Réunion serait en Europe et non en Afrique. Ce récit, entretenu par Paris et la classe dominante privilégiée par le système néocolonial, permet de justifier son exclusion des grands dispositifs africains tout en la maintenant dans une dépendance structurelle.

La situation du logement à La Réunion est pourtant alarmante. Des dizaines de milliers de familles vivent dans des conditions précaires, l'offre de logements sociaux est largement insuffisante et les prix du foncier comme de la construction explosent. Cette crise perdure malgré l'abondance de fonds publics français et européens alloués aux collectivités locales. L'argent existe, mais il ne règle pas le problème.



La Réunion empêchée d'accéder à des leviers de développement

À l'inverse, le partenariat AfDB–Nedbank illustre une autre approche : mobilisation des marchés financiers africains, ciblage social clair, articulation entre logement, climat et inclusion économique. Il s'inscrit pleinement dans la stratégie décennale de la Banque africaine de développement visant à améliorer concrètement la qualité de vie des Africains. La Réunion, bien qu'africaine par sa géographie, reste enfermée dans un statut qui l'empêche d'accéder à ces leviers.

Ce paradoxe est au cœur du néocolonialisme français à La Réunion : maintenir l'illusion de l'égalité européenne tout en privant les Réunionnais de solutions adaptées à leur environnement régional. En refusant d'inscrire pleinement La Réunion dans son espace africain et indianocéanique, l'État français prive de financements structurants, notamment pour le logement, et perpétue une dépendance qui nourrit les inégalités.

Tant que cette fiction perdurera, les Réunionnais continueront de subir une crise du logement chronique, exclus des dynamiques africaines de développement, malgré les discours sur la solidarité et l'égalité. La question n'est donc pas seulement financière : elle est politique, géographique et décoloniale.

M.M.

Oté

« I ashté pa koshon dann goni » : In kozman pou la rout

Mézami, mi anparl azot in lépok demoune dann la kanpagn téi éssèye gonf zot pla donk téi vann sak zot téi pé. Kan té in pti koshon, la plipar d'tan, téi mète sa dann gouni.

Mé wala si wi mète aou di koté d'la pérsone k 'i ashète i fo wi poz aou késtyon. Par égzanp i fo wi domann aou si lo pti koshon téi apartien pa inn porté l'avé trap la maladi. Pars si sé sa, movèz shans pou ou pars talèr wi mète ou mèm la maladi dann out lélvaz, sansa wi ashté in pti koshon la pankor sovré é koman wi sar grandi sa. Mission inpossib !

Astèr si ni arète parl pti koshon dann goni, é si ni anparl sinploman bann viss kashé d'in zanimo, d'in mèb, d'in vézikil pa d'shanss pou ou pars olèrk an avoir in marshandiz bon kalité, wi ashté in kékshoz mal fouti é la viktime lé riskab d'ète ou.

Alé ! Mi kite azot roflèshir la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin